

**Réponse de l'A.N.O.D.E. à la consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 21 Décembre 2017 n° 2017-19, relative à la mise en œuvre de l'accès régulé des tiers aux stockages (ATS) souterrains de gaz naturel en France**

L'A.N.O.D.E. remercie la CRE pour la possibilité qui est lui donnée de pouvoir s'exprimer dans le cadre de cette consultation publique.

L'A.N.O.D.E. considère que les modalités de mise en œuvre de la réforme de l'ATS en France, en application de l'article 12 de la loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels, appellent les remarques suivantes dans la mesure où l'objectif de la loi est de garantir la sécurité d'approvisionnement au moindre coût pour les consommateurs français.

**1. En ce qui concerne les modalités de calcul des revenus autorisés**

Dans sa note de consultation publique, la CRE a parfaitement mis en exergue l'un des principaux risques liés au régime actuellement en vigueur (ATS négocié et couplé avec une obligation de stockage pour les fournisseurs) : « *Cette situation engendre un risque de tarifs excessifs qui pourrait alourdir le coût de la sécurité d'approvisionnement pour le consommateur final* ». Forte de ce constat, la CRE a considéré que l'objectif de la régulation des revenus des opérateurs « *visé à assurer que le consommateur final paie le juste prix pour le stockage nécessaire à la sécurité d'approvisionnement* ». L'A.N.O.D.E. constate que les orientations envisagées par la CRE dans sa note de consultation ne permettront pas d'atteindre cet objectif. En effet, compte tenu notamment du périmètre des actifs à réguler largement supérieurs aux besoins en terme de sécurité d'approvisionnement, ces propositions garantiraient aux opérateurs de stockage un niveau de revenu équivalent, voir supérieur (hypothèse haute) à celui perçu en 2016, soit en particulier pour Storengy un niveau de revenu qui devrait être largement supérieur à celui perçu en 2017 compte tenu du niveau plus faible de capacités vendues par rapport à 2016. Cette garantie de revenu est totale dans la mesure où tout écart de coût ou de recette supporté par les opérateurs serait couvert à 100%, notamment, par le mécanisme de CRCP. Ainsi, ces niveaux de revenus conduiraient à majorer in fine le coût du stockage pour les consommateurs finals par rapport à la situation actuelle.

Pour atteindre son objectif de minimisation du coût de stockage pour les consommateurs finals, l'A.N.O.D.E. recommande à la CRE, a minima, les évolutions suivantes :

- a. Ne pas rémunérer les IEC : pour rappel, à la mise en place de la régulation pour les autres infrastructures gazières, les IEC n'étaient pas rémunérées. Par ailleurs, les projets d'investissement ont été décidés unilatéralement par les opérateurs de stockage sans validation du régulateur ni vérification des besoins réels du marché. A ce titre, il est important, a minima, que les coûts relatifs à ces investissements ne soient pas pris en compte avant la mise en service des actifs et donc la commercialisation des capacités.
- b. Retenir un taux de rémunération de la BAR identique à celui du transport : l'activité des opérateurs de stockage ne présente pas plus de risque que celle des opérateurs de transport de gaz. De plus, la PPE garantit la prise en compte des coûts des opérateurs pour l'ensemble des actifs y compris ceux mis sous cocon ou en cours de développement et le cadre tarifaire envisagé par la CRE garantit à 100% les revenus

autorisés des stockeurs à travers le CRCP. En tout état de cause, l'activité des opérateurs de stockage ne peut être comparée à celle des opérateurs de terminaux méthaniers qui ne bénéficient d'aucun mécanisme permettant de garantir les revenus de leurs actifs en service ou de leurs projets d'investissements en cas d'absence de souscription du marché. C'est le cas par exemple pour le terminal de Tonkin.

- c. Revoir les modalités de prise en compte du gaz coussin : les modalités de prise en compte du gaz coussin envisagées par la CRE ne sont pas clairement exposées mais les coûts associés représentent une part significative du revenu autorisé des opérateurs de stockage. La CRE doit veiller à ce que les consommateurs finals ne supportent pas des coûts indus liés à une mauvaise appréciation du prix de valorisation du gaz coussin et à la non prise en compte de la part déjà amortie de ce gaz.

## **2. En ce qui concerne l'assiette de redistribution du filet de sécurité**

Cette assiette ne peut être déterminée sans prise en compte de l'ensemble des dispositifs prévus par la réforme. En effet, 3 assiettes devront être définies par la CRE ou le Ministre :

- a. l'assiette de compensation du revenu autorisé des opérateurs de stockage, qui doit être définie par la CRE ;
- b. l'assiette des consommateurs qui sera utilisée pour déterminer les volumes de gaz minimaux qui devront être stockés chaque année, qui doit être définie par le Ministre ;
- c. l'assiette des consommateurs retenus pour déterminer le niveau d'obligation de chaque fournisseur en cas de déclenchement du filet de sécurité, qui doit être également définie par le Ministre.

Il est essentiel que ces trois assiettes soient cohérentes afin d'éviter des subventions croisées entre segments de consommateurs et entre fournisseurs.

## **3. En ce qui concerne les modalités de commercialisation des capacités de stockage**

Globalement l'A.N.O.D.E. partage les analyses et les propositions de la CRE, et plus précisément elle considère que :

- a. les prix de réserve ne doivent pas être fixés à un niveau supérieur à zéro, a minima pour la première année de démarrage des enchères, et en tout état de cause, à un niveau qui doit être proche de celui qui résulterait de l'application d'une formule prenant en compte le spread été-hiver et les éléments de coût relatifs à l'utilisation des stockages. Une telle formule ne devrait en aucun cas prendre en compte a priori la performance des produits car c'est bien l'objectif des enchères de permettre de dégager la valeur marché de chaque produit, qui intègre la performance du produit ;
- b. les prix de réserve doivent impérativement être publiés en amont des enchères pour optimiser l'efficacité des enchères et éviter de perdre du temps inutilement, alors que le calendrier de commercialisation est très tendu ;
- c. les opérateurs de stockage devront privilégier, pour les prochaines années, une plateforme de commercialisation identique. Ils devront également publier après chaque enchère les volumes demandés, ceux souscrits et les prix de souscription.